

Actualité > France

Les lecteurs de « La Croix » racontent l'année 1942

Des Français résistent

8/6/12 - 16 H 33 mis à jour le 8/6/12 - 17 H 41

Version papier [version web](#)

Résistance, Relève, la dure vie quotidienne

Les privations marquent la vie quotidienne. Des familles subissent les complications administratives liées à la ligne de démarcation encore en vigueur une bonne partie de 1942. En Alsace-Moselle, on vit à l'heure des Länder allemands. Si la résignation et, parfois même, la collaboration marquent des points dans le pays, un peu partout la Résistance commence à s'organiser. L'ex-préfet Jean Moulin est parachuté sur le sol français le 2 janvier avec mission du général de Gaulle de l'unifier. Les réseaux doivent affronter une répression de plus en plus dure.

« On a fait une petite enquête sur vous »

Mon père, de service cette nuit-là, ne rentrait toujours pas. J'ai appris plus tard que, cette nuit du 7 au 8 novembre, il assurait son service au poste de garde de l'hôtel d'Anfa. Il a été contacté par deux civils en début de soirée. « *On a fait une petite enquête sur vous... Si vous entendez du bruit proche de l'hôtel, ne bougez pas... Arrangez-vous pour qu'aucun agent ne fasse de ronde après minuit...* » Et le débarquement a bien eu lieu à quelques kilomètres de là, les bombardements en ont surpris plus d'un, mais les officiers supérieurs allemands et italiens qui logeaient dans ce grand hôtel ont été mis hors d'état d'agir avant l'aube. Quelques mois plus tard, mon père rejoignait la 2^e DB et l'Angleterre.

Pierre Lecomte (Drôme)

« à bientôt ! »

1^{er} juillet : j'aurai 7 ans dans quelques semaines. Nous sommes à Limoges, zone libre. À midi nous attendons vainement que papa rentre du travail pour déjeuner. En début d'après-midi, un collègue vient nous apprendre que des gendarmes – régime de Vichy oblige – sont venus l'arrêter pour « terrorisme ». Il est en fait dans la Résistance depuis plusieurs mois. Transféré à Lyon avec plusieurs membres de son réseau (dont Robert Schmidt, qui sera député après guerre), il sera jugé et condamné à quatre mois de prison – prison Saint-Paul où il partagera quelque temps la cellule d'Emmanuel Mounier. D'après mon père, *La Croix* titrera : « *Des terroristes jugés à Lyon* ». Libéré fin octobre, il rejoint Limoges. Mais, le 13 novembre, il est, à nouveau, arrêté, toujours par

des gendarmes français, à la maison. Il dit aux gendarmes : « *Vous direz que vous ne m'avez pas trouvé.* » Mais le règlement, c'est le règlement ! Il quitte la maison, menottes aux poignets, encouragé par les voisins qui l'applaudissent et lui disent : « *À bientôt !* » Après son arrestation, papa sera interné à Saint-Paul-d'Eyjeaux, près de Limoges. Les « responsables sadiques » pensaient l'éloigner des siens. Cela nous permettra d'aller le voir. Pour cela maman n'a pas hésité à se lancer seule, à vélo, sur les routes souvent verglacées en hiver. Et le Limousin n'est pas plat... Après onze mois de camp, il s'évadera et rejoindra la Résistance à Paris. Condamné à mort par contumace, il évitera plusieurs fois l'arrestation, protégé par le ciel (mais ceci est une autre histoire). Il sera décoré de la médaille de la Résistance avec rosette, décret signé par de Gaulle.

Après l'évasion de papa, maman sera plusieurs fois convoquée par la police ou la gendarmerie, ce qui nous vaudra quelques terribles heures d'angoisse devant le bâtiment. Allait-elle sortir libre ? À 7 ans c'est une épreuve qui vous marque.

Marie-Cécile Robert (*Charente-Maritime*)

« Adieu Pierrot »

J'ai près de 10 ans et j'envoie une image de saint Jean à mon oncle Jean Le Dantec, en prison à Fresnes. Je le savais condamné à mort. Cette image me revient avec son dernier mot : « *Adieu Pierrot. Tonton Jean – 1^{er} juin 1942* » (le jour de son exécution). Je l'ai toujours gardée. Évidemment, à cet âge, je ne pouvais avoir une compréhension claire de cette mort brutale. Je savais qu'il « faisait de la résistance », et que c'était dangereux. J'étais trop jeune pour partager les soucis, les angoisses (et les drames prévisibles) qu'éprouvaient mes parents, comme beaucoup de Français ayant à vivre dans un Paris occupé par les nazis.

Jean Le Dantec, cousin germain de mon père, a été fusillé au mont Valérien le 1^{er} juin 1942, en même temps que trois membres du réseau qu'il dirigeait. Je pense qu'il est utile, et même nécessaire, de rappeler, dans ses grandes lignes, la trop courte histoire de son réseau. Parce que c'est un des tout premiers groupes de résistants, constitués dès la fin de 1940, des Français prêts à donner leur vie pour la Liberté. Pour mes concitoyens qui ne connaissent la France occupée, la collaboration, la Résistance... qu'à travers des versions plus ou moins objectives (Histoire et histoires, romans, films, etc.), il est bon, au moins, de retenir que la Résistance a été active très tôt, et tout particulièrement en Bretagne. Une Bretagne qui semble avoir bien oublié le réseau Le Dantec, même en Trégor, où vivait, de longue date, le « clan » Le Dantec, à Lannion, Côtes-d'Armor (ex-Côtes-du-Nord). Pendant sa longue captivité à Fresnes, Jean Le Dantec, qui était agnostique bien qu'ayant reçu une éducation chrétienne, a été réconforté, puis converti par le célèbre « Archange des prisons », l'abbé Frantz Stock.

Pierre Le Dantec (*Seine-et-Marne*)

« Censure »

J'avais 10 ans. Je courais toutes les semaines acheter l'hebdomadaire Cœurs vaillants, pour suivre les aventures de « Tintin au pays de l'Or noir ». Jusqu'au moment où parut la feuille se terminant par l'image de Tintin observant la crevasse du pipeline dans le désert. Et puis, plus rien. Plus de Tintin dans les éditions des semaines suivantes. J'étais furieux de ne pas connaître la suite de l'histoire. Censure allemande ou vichyssoise ? Arrêt volontaire par Hergé ? Il m'a fallu attendre d'en arriver au stade « étudiant », huit ans après (1950), pour en connaître la suite dans la version modernisée, où apparaissent les images du capitaine Haddock et de ce gendarme d'Abdallah (qui n'étaient pas encore trouvés en 1942).

Gérard Neyret (*Hauts-de-Seine*)

« Mémé, c'est bien, la Relève »

J'avais 9 ans. La « radiodiffusion », aux informations, nous présentait « la Relève ». À l'école, notre institutrice, après avoir affiché sur le mur de la classe une lettre du « Maréchal » en uniforme bleu horizon, nous expliqua « la Relève » : il s'agissait d'envoyer en Allemagne deux jeunes Français pour travailler en échange d'un prisonnier père de famille. L'accent était mis sur la générosité, la fierté du sacrifice. À la sortie de l'école, à 11 h 30, dans la rue principale, sur toutes les vitrines des commerçants, étaient apposées des affiches de mauvais papier grossièrement imprimé où l'on annonçait « la Relève » décorées de la francisque tricolore. Je déjeunais ce jour-là chez mes grands-parents. Très excitée, au repas, je parle de la Relève avec chaleur. Personne ne me répondant, je me tourne vers pépé : pas un mot, visage fermé. Ma grand-mère sollicitée du regard reste muette.

Je ne comprends pas et m'obstine auprès de mon arrière-grand-mère. « *Mémé, c'est bien, la Relève, pour les prisonniers !* ». Alors, mémé Marion pose sa fourchette, me regarde dans les yeux et dit calmement : « *Conneries !* » J'ai rougi jusqu'aux cheveux, peu habituée à ce langage, perdant en quelques secondes pas mal de ma naïveté. L'après-midi au retour à l'école, dans la rue, maintes affiches avaient disparu. Il n'en restait plus le lendemain. Mais quelque temps plus tard, trois garçons du voisinage sont partis « travailler » en Allemagne.

Nicole Dieudé (*Tarn*)

« Mon premier voyage en Allemagne »

18 décembre. Sous la verrière du hall de la gare de l'Est à Paris, c'est l'agitation des départs. Les haut-parleurs tonitruent des appels destinés aux soldats allemands en uniforme « vert-de-gris ». Les banlieusards se hâtent vers le métro. Sur les quais bordant la rue d'Alsace, une foule de parents et amis accompagnent qui un frère, qui, parfois, un père. L'opération de la « Relève des prisonniers » orchestrée par le gouvernement de Vichy a échoué. Maintenant, on réquisitionne la main-d'œuvre directement dans les usines et ateliers. Ce matin, je suis, comme d'autres compagnons d'infortune, avec une feuille du *Kommandant von Gross Paris* m'enjoignant de rejoindre, sous peine de sanction, le train prévu pour 12 heures à la gare de l'Est. Il s'ébranle à quelques jours de Noël. Choqués, traumatisés, nous parlons peu et rejoindrons, après un interminable trajet, Aachen (Aix-la-Chapelle). Ce sera le début de mon premier voyage en Allemagne, vers la Westphalie, début d'une aventure de vingt-huit mois dont je ne reviendrai que libéré par les troupes américaines le 29 avril 1945, dans une autre gare : celle du Nord à Paris.

André Vimeux (*Paris*)

« Papa aidait à passer la ligne de démarcation en fraude »

La France était encore divisée en deux zones. La frontière passait par Chalon : c'était la Saône, et à chaque pont était installé un poste de garde allemand. Pour passer il fallait montrer une sorte de passeport, l'*Ausweis*, délivré par l'autorité allemande. Nous habitions en zone occupée et l'usine était en zone libre : papa passait donc la ligne matin et soir à vélo. Sauf quand les Allemands fermaient la frontière... Papa restait alors dans son bureau où il avait mis un divan pour ce cas-là. Il essayait bien de nous prévenir par téléphone, mais les Allemands interdisaient le téléphone entre les deux zones en cas de crise. Maman était alors horriblement inquiète jusqu'au lendemain soir... ce qui retentissait forcément sur ses enfants... On voyait parfois à la maison des inconnus qui passaient quelques heures ou bien une nuit. C'étaient des gens recherchés par les Allemands, en général des prisonniers de guerre évadés, que papa aidait à passer la ligne de démarcation en fraude.

Une fois, ce fut un israélite. Mais il ne nous parlait jamais de tout cela, de peur que nos bavardages d'enfants le trahissent. Ce n'est que plus tard que je l'ai découvert... de même que l'antenne

goniométrique qui lui permettait d'écouter Londres à la radio quand nous étions couchés. Je n'ai jamais moi-même souffert de la faim à cette époque car nos parents y veillaient, mais la nourriture était rationnée et les adultes avaient faim, et nous, jeunes enfants, nous en rendions sans doute compte plus ou moins consciemment. Mon père cultivait quelques pieds de tabac dans notre jardin et en hachait les feuilles avec un petit appareil artisanal fabriqué en perruque par un ouvrier de la chaudronnerie. Une année, papa et oncle François avaient loué un champ pour y cultiver des pommes de terre. Nous y allions à vélo. Je me souviens encore de leur déception lorsque, arrivant pour commencer la récolte, ils découvrirent que des voleurs en avaient déjà arraché et volé une partie.

Yves Edou (*Yvelines*)

« Pas bileuse de nature »

J'ai 18 ans et vis chez mes parents, des cultivateurs de la plaine de Brie (Seine-et-Marne). Je viens d'avoir mon bac philo en juillet 1941. En 1942, j'ai commencé à apporter de la viande à Paris. Je partais de chez moi, toujours à vélo, avec une valise pleine de viande sur le porte-bagages. Je prenais le train avec la valise, j'arrivais gare du Nord. En face, c'était l'hôtel de... Douai, je crois. J'entrais dans l'hôtel, allais aux toilettes et confiais le contenu de ma valise auprès de la dame des toilettes. Elle avait droit à son petit paquet en remerciement. Je n'ai jamais eu peur, je ne suis pas bileuse de nature. En 1942, c'était la faim à Paris, mais pas encore la grande faim.

Mme Hurand

« Sous la coupe des Gauleiter (préfets) »

J'avais 17 ans et j'habitais Montigny-lès-Metz, département de la Moselle, alors occupé par l'armée allemande depuis le 15 juin 1940. Mon père, originaire d'Alsace, venu en Moselle en juin 1919, travaillait aux chemins de fer – il avait fait la guerre de 14-18 dans l'armée du Kaiser, ma mère était lorraine, tous les deux étaient parfaitement bilingues, mais n'appréciaient pas les Allemands. Or, la situation en 1942 était franchement cruciale, les occupants n'étaient pas seulement des Allemands tels que mes parents les avaient connus, mais des nazis qui entendaient faire des trois départements d'Alsace-Moselle des Länder germaniques sans traité avec la France (de Vichy). Ces trois départements tombèrent dès juillet 1940 sous la coupe de Gauleiter (préfets) particulièrement brutaux et nazis. En effet, les *Gauleiter*, après en avoir référé au Führer, promulguèrent les 25 et 29 août les décrets décidant de l'incorporation des citoyens d'Alsace-Moselle dans l'armée allemande et certaines classes dans la S.S. Alors que faire ? Comment réagir ? Certains vont se faire inscrire pour aller en France (de l'intérieur, comme on le disait). En fait, ils furent embarqués pour une destination inconnue avec interdiction de correspondre avec leurs familles restées en Alsace-Moselle. Nous ne sûmes qu'en 1945 où ils se sont trouvés : en Silésie dans des camps de travail. Des jeunes gens des classes mobilisables, en premier ceux nés de 1920 à 1925, tentèrent de fuir en France, quelques-uns réussirent à passer, mais beaucoup furent remis aux autorités allemandes par des gendarmes français !

Raymond Staefann (*Haut-Rhin*)

« Notre province définitivement annexée »

Mon père, Alsacien de souche, avait été envoyé en 1917 en Russie sous l'uniforme allemand. Ma mère, née française, fille d'officier « de l'intérieur », était notre zélée éducatrice en patriotisme. C'est dire qu'en famille, le choix d'appartenance était définitif et irrévocable. On peut imaginer la détresse de ma mère, lorsque mon frère aîné dut endosser l'uniforme de « Luftwaffenhelfer » (auxiliaire de la Luftwaffe) à 16 ans.

Les drames que subissait la France occupée n'étaient pas comparables à nos yeux à celui de notre province définitivement annexée. Gamin de 13 ans, incorporé d'office à la H.J. (Jeunesse hitlérienne), je n'avais avec mes camarades de classe que la possibilité d'une résistance de type « guerre des boutons ». Mais l'espérance ne nous a jamais quittés. Chaque matin mon regard se portait sur la chaîne des Vosges, et les ruines du Frankembourg (château des Francs) me rappelaient que là-bas, au-delà de ce massif montagneux, il y avait la France, et que notre exil prendrait bien fin un jour. Et puis, il y avait les Anglais, les Américains. Tout n'était pas perdu. Je peux affirmer qu'en 1942, cette attente a fortement participé à la construction de mon identité.

Michel Kieffer (*Bas-Rhin*)

« Je suis la seule réfractaire »

J'ai 11 ans et habite Strasbourg annexée par les nazis. L'étau nazi se resserre. Dès janvier, l'adhésion aux Jeunesses hitlériennes devient obligatoire. Le directeur de mon école, un SS sanglé dans son uniforme noir, vient nous informer et demande que les élèves déjà membres lèvent le doigt. Toutes mes camarades de classe, Allemandes, le lèvent, aucune Alsacienne. Le directeur semble étonné et contrarié et nous engage à nous inscrire sans tarder dans nos quartiers respectifs. Un certificat médical de complaisance, contresigné par le médecin-conseil nazi, m'accorde trois mois de répit. Je pense qu'on m'oubliera, mais il n'en est rien. Trois mois plus tard, le directeur revient vérifier si toutes les élèves sont bien embrigadées. Cette fois, je suis la seule réfractaire et j'ai droit à des hurlements et des menaces qui me terrorisent. Je vais à ma première réunion. Pas d'endoctrinement ce jour-là mais des travaux manuels. À peine rentrée chez moi, la « cheftaine », furieuse, vient m'accuser d'avoir volé des ciseaux. Ma mère accourt et trouve la parade. Sur un ton sans réplique, elle récusé l'accusation et ajoute que si c'est ainsi que sa fille est accueillie aux Jeunesses hitlériennes, elle ne l'y enverra plus. J'apprends par des amies que les ciseaux ont été retrouvés. Se sentant sans doute en faute, la « cheftaine » ne dénonce pas mon absence et c'est ainsi que j'ai pu échapper aux Jeunesses hitlériennes jusqu'à la Libération.

Marie-Claire Sizaret-Eschbach (*Luxembourg*)

« Les feux de la Saint-Jean, une chaîne de liberté »

Né en 1934, je garde un souvenir précis de cette soirée du 24 juin 1942, fête de mon saint patron et de cet événement dont je n'ai jamais trouvé mention depuis. Ma famille habitait depuis 1939 un petit village de la vallée de la Garonne, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Toulouse.

Nous étions donc dans cette partie de la France dite « zone libre » qui ne subissait pas encore l'occupation physique de l'armée allemande. Afin de marquer cette différence de statut administratif et militaire, il avait alors été décidé, je ne sais à l'initiative de qui, mais probablement pas des autorités de Vichy, d'établir, avec les traditionnels feux de la Saint-Jean, une « chaîne de la liberté ». D'un point culminant à un autre on devait apercevoir, sans discontinuité sur tout le territoire du sud de la France, un ou plusieurs feux. Ainsi celui de notre village était-il établi sur un petit promontoire le surplombant.

C'était peut-être un samedi ou un dimanche et nous étions réunis en famille en compagnie d'un grand ami de mes parents, venu de Toulouse, futur parrain de mon frère né un mois plus tôt. À la nuit tombée, nous nous sommes éloignés dans la plaine afin d'observer les autres feux situés aux alentours. Il faisait bon en ce soir d'été et tout paraissait paisible. Je n'avais pas encore fêté mes 8 ans et ce n'est que bien plus tard que j'ai compris, avec le souvenir des paroles prononcées par notre ami, que cette impression était trompeuse : les feux de la Saint-Jean n'étaient pas des feux de joie pour fêter la Lumière, mais ils étaient là pour rappeler qu'une grande partie de la France était privée de liberté et que le monde se déchirait. Ce soir du 24 juin 1942 était un signe de résistance pacifique. Il y avait alors, m'a-t-il semblé ensuite, comme une communion entre tous ceux qui

observaient et commentaient cette chaîne de lumière, quelles que soient leurs opinions politiques du moment.

Jean-Louis Didelot (*Pyrénées-Atlantiques*)

« La mémoire est une drôle d'armoire »

J'ai 16 ans en janvier 1942. Pour rejoindre Cluses, je vais à la gare la plus proche : 10 kilomètres à pied. Train jusqu'à Périgueux puis direction Lyon. Le plus souvent debout dans le couloir ou assis sur ma valise. En gare de Lyon, les appels en allemand sont fort désagréables. Après vingt-trois heures d'attente, départ pour Cluses où je suis mal reçu parce que je suis en retard ! Un jour la cour de l'école est occupée par les véhicules de transport de la Garde nationale : ils partiront le lendemain, murmure-t-on, à la chasse aux résistants. Les adolescents que nous étions ne réalisaient pas la situation. Ce soir, rassemblement de tous les élèves pour écouter à la radio un discours de Pierre Laval suivi de La Marseillaise : nous restons tous assis. Sanction collective (je suis incapable de préciser laquelle). Le boulanger a vendu du pain sans exiger les tickets correspondants. Sa boulangerie est fermée par mesure administrative et il a affiché le motif : « Fermée pour faute de manque de tickets de pain ». Décidément, la mémoire est une drôle d'armoire : il lui arrive de garder l'anecdotique et d'écarter l'essentiel.